

Aide-mémoire des Coprésidents de la cinquième réunion du Groupe de travail II du Comité de la Conférence pour le suivi de l'EEI

Mardi 11 mars 2008

Coprésidents: Natalie Feistritz et Lamy Al-Saqqaf

- 1) **Conférences régionales:** De l'avis du Groupe de travail, alors qu'elles pourraient jouer un rôle important dans la gouvernance, les conférences régionales ne fonctionnaient pas de manière satisfaisante. Pour remédier à cette situation, le Groupe a formulé les suggestions suivantes:
 - a) Les CR devraient faire partie intégrante de la structure de gouvernance de la FAO et devraient communiquer à la Conférence et au Conseil les conclusions de leurs débats sur: i) les incidences régionales des questions générales de gouvernance et les priorités y relatives et ii) les priorités régionales pour les programmes de la FAO. Il faudrait pour cela modifier les Textes fondamentaux;
 - b) Les CR devraient travailler sur des questions à propos desquelles une certaine cohérence des politiques régionales s'impose et exercer un contrôle sur les programmes de la FAO dans la région. De nombreux membres ont estimé que des représentants de la FAO dans la région devraient être présents à la Conférence, de même que des fonctionnaires du Siège et des bureaux régionaux s'intéressant tout particulièrement à la région;
 - c) Les CR devraient être organisées, le cas échéant, en tandem ou conjointement avec des conférences d'organes intergouvernementaux régionaux s'occupant d'agriculture, comme cela a été le cas pour la région Amérique latine et Caraïbes, avec l'Institut américain de coopération pour l'agriculture;
 - d) Les CR devraient avoir lieu sur décision de la région et les États Membres devraient être davantage consultés à propos de l'ordre du jour et du calendrier des réunions; le programme de travail, la fréquence et la durée des conférences pourraient différer selon les régions, les décisions étant prises par le bureau régional ou, éventuellement, par un bureau de la conférence régionale; et
 - e) les présidents des conférences régionales ou, le cas échéant, les rapporteurs devraient rester en fonctions entre les sessions et le président de la Conférence régionale ou un représentant devrait soumettre le rapport de la conférence régionale au Conseil et à la Conférence de la FAO.
- 2) Un certain nombre de membres ont estimé que, dans la mesure où les conférences régionales bien souvent ne donnaient pas de résultats satisfaisants, il conviendrait d'évaluer au bout de six ans l'efficacité des nouvelles dispositions et, si on ne notait pas de progrès sensible, envisager de ne plus tenir ces conférences régionales. Un autre groupe de membres a estimé que les conférences régionales figureraient en bonne place dans la nouvelle architecture de gouvernance et qu'une telle évaluation n'était pas nécessaire.
- 3) **Rôle du Président indépendant du Conseil et d'un secrétariat de gouvernance** – Débat préliminaire: les membres sont convenus que le Conseil avait besoin de moyens supplémentaires pour pouvoir exercer son rôle en matière de contrôle et d'orientation des travaux de la FAO et que le Président indépendant pourrait jouer un rôle de facilitation à cet égard (certains membres ont estimé que qualifier le Président d'indépendant pouvait induire en erreur, mais qu'il ne s'agissait pas d'un problème majeur).
- 4) Afin de jouer correctement son rôle de facilitateur, le Président indépendant devrait être davantage présent à Rome qu'il ne l'avait été jusqu'à présent. Si le rôle du Président indépendant n'était pas spécifié dans les Textes fondamentaux, il ne s'agissait que d'une omission. Les membres sont convenus que le Président indépendant devrait continuer à être élu par l'ensemble des membres de la Conférence plutôt que par le Conseil. Il était clair que son

rôle était de faciliter les débats du Conseil et qu'il n'était pas question qu'il ait un pouvoir de décision débordant sur celui du Directeur général. Toutefois, des opinions divergentes ont été exprimées sur l'étendue des pouvoirs dont le Président devrait être investi et sur les incidences financières de toute décision à ce sujet. De nombreux membres se sont prononcés en faveur d'un rôle nettement plus important et d'un appui correspondant de la part du Secrétariat. Si tous les membres du Groupe sont convenus que le Président avait besoin d'un secrétariat limité placé sous son autorité afin de pouvoir s'acquitter de son rôle de facilitation, certains se sont prononcés en faveur d'un petit secrétariat chargé d'appuyer les organes directeurs, tandis que d'autres ont émis des réserves à ce sujet.

- 5) **Améliorer l'efficacité, l'efficacité et la participation des membres à la gouvernance:** Le Groupe de travail est convenu qu'il importait d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et la prise en charge par les membres des processus de gouvernance et que l'efficacité et l'efficacité ne devaient pas seulement être exigées de la direction de la FAO, mais aussi des organes directeurs de l'Organisation. L'évaluation avait lancé l'idée d'un contrat de résultat pour la gouvernance. Les membres ont jugé la formule plutôt prétentieuse, tout en convenant que les organes directeurs devraient suivre un programme de travail prévisionnel,   évolution continue éventuellement, et qu'il devrait être possible d'introduire un mécanisme de suivi des progrès incluant plusieurs indicateurs d'efficacité. Plusieurs membres ont fait état de l'application de cibles et d'indicateurs de performance en matière de gouvernance dans leur propre système national. La direction a été invitée à trouver des exemples auprès d'autres organisations comparables. Enfin:
- a)  tablissement des rapports et recours à des comités de rédaction: La plupart des membres sont convenus que le texte des rapports finals ne devrait pas faire l'objet d'autant de négociations.   leur avis, la négociation ligne après ligne du rapport sur les débats d'une réunion, par opposition aux décisions prises, n'était pas productive. En revanche, les rapports pourraient mettre davantage l'accent sur les décisions et les recommandations, comme c'était l'usage dans beaucoup d'autres organisations du système. Ceci permettrait de mieux faire ressortir les décisions effectivement prises, même s'il fallait faire appel à un comité de rédaction ou aux Amis du Président pour leur rédaction finale. Certains membres ont ensuite suggéré qu'un aide-mémoire du Président ou le simple compte rendu analytique de la réunion suffirait, dans la mesure où c'était la décision qui importait;
 - b) Souplesse du calendrier et de la durée des réunions: Les membres sont tombés d'accord sur le fait que le calendrier et la durée des réunions, y compris celles du Conseil, du Comité du Programme et du Comité financier, pourraient être fixés de manière moins rigide. Comme évoqué précédemment, des sessions extraordinaires des comités techniques pourraient être convoquées pour débattre de questions urgentes dans le cadre de la structure de gouvernance. D'une façon générale, le Conseil, le Comité du Programme et le Comité financier devraient se réunir plus souvent, pour des sessions plus courtes;
 - c) Des séances d'information préalables à la réunion pourraient être utiles pour présenter les points inscrits à l'ordre du jour aux représentants établis à Rome, mais ne sauraient remplacer les présentations en séance dans la mesure où les délégations venaient aussi des capitales;
 - d) Présentation de rapports par les présidents: Comme indiqué précédemment dans le contexte des conférences régionales et des comités techniques, il a été convenu que les présidents ou leurs représentants devraient en général présenter le rapport des réunions qu'ils avaient présidées à la Conférence et au Conseil, comme le faisaient déjà le Comité financier et le Comité du Programme;
 - e) Consensus et vote: Les membres sont convenus qu'il était préférable de prendre les décisions par consensus, mais qu'il ne fallait pas exclure le vote en cas de besoin.